

Le programme pour l'enseignement inquiète plusieurs associations

MIS EN LIGNE LE 28/09/2019 À 00:00

✍ PAR CLARA VAN REETH

La Déclaration de politique communautaire inquiète la plateforme de lutte contre l'échec scolaire. Ses membres pointent surtout le manque d'ambition et de vision réservé au tronc commun.



Un potage gratuit à l'école pour chaque enfant : cette nouveauté du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour plus d'égalité entre élèves a de quoi satisfaire la plateforme de lutte contre l'échec scolaire, bien que la mesure n'ait pas encore été chiffrée. Or c'est son flou – budgétaire mais pas seulement – que la coupole d'associations et de syndicats de l'enseignement reproche globalement à la Déclaration de politique communautaire (DPC).

Comme chaque année à l'occasion de la fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la plateforme a présenté son état des lieux de l'enseignement ; cette année, elle cible la DPC qu'elle juge trop peu ambitieuse au regard du Pacte d'excellence. Pour Jean-Pierre Coenen, en voulant « ménager la chèvre et le chou », la DPC a « perdu au passage l'accent progressiste qui transparaissait de la note coquelicot » rédigée par le PS et Ecolo au début de l'été. Fruit d'un « compromis à la belge », après que le MR s'est ajouté à la table des négociations, la DPC adopterait une vision « utilitariste » de l'enseignement : « Pour le gouvernement, l'école doit d'abord former des super-travailleurs qui auront pour mission de sauver Bruxelles et la Wallonie », dénonce le président de la plateforme.

Ses membres s'inquiètent notamment du peu de détails concernant la mise en œuvre du tronc commun polytechnique. Pilier central du Pacte d'excellence, le tronc commun doit non seulement être prolongé d'un an (de la deuxième à la troisième secondaire), mais également être réformé en profondeur. Sa nouvelle version prévoit des cours classiques et le renforcement des langues, mais aussi un volet polytechnique (cours d'informatique, compétences manuelles, initiation aux arts et à la créativité, etc.). Mais là où la DPC prévoit d'y aboutir « notamment en favorisant les collaborations avec les acteurs extérieurs (entreprises, centres de formation, institutions et associations culturelles, etc.) », la plateforme décèle un risque d'instrumentalisation de l'enseignement par l'économie. Et rappelle que « l'objectif des dimensions polytechniques et artistiques est moins d'orienter que d'éduquer des futurs citoyens ».

« Pas de certification avant la 3e secondaire »

Autre grief à l'égard de la DPC : le maintien du CEB en fin de 6e primaire et, surtout, le renforcement de son niveau d'exigence. Une mesure que la plateforme juge contraire à l'objectif du Pacte d'instaurer un meilleur continuum entre les apprentissages en

primaires et secondaires. Dans cette logique, le CEB, en tant qu'« évaluation sanction », laisserait la place à une évaluation dite formative : « Pour cela, pas besoin d'épreuve compliquée à la fin de la 6e primaire », juge Roland Lahaye, secrétaire général de la CSC enseignement. « Une seule épreuve certificative est nécessaire et indispensable : celle de fin de parcours en 3e secondaire. »

Enfin, la nouvelle notion de « tronc commun modalisé » pour la troisième secondaire inquiète également. Celle-ci prévoit que les écoles secondaires organisant des filières qualifiantes puissent commencer à y préparer leurs élèves dès la troisième année. « Contrairement à ce que prévoyait initialement le Pacte, on ira donc vers un renforcement de la division entre les filières et une vision utilitariste de celles-ci », estime Michèle Janss, membre de l'Aped (Appel pour une école démocratique). « Avant quinze ans, ce n'est pas le temps du choix d'une orientation professionnelle, c'est le temps de mettre en place des bases solides... » Et d'avancer ces chiffres : parmi les 13.349 élèves orientés en troisième professionnelle en 2014, 48 % avaient quitté l'école sans aucun diplôme trois ans plus tard, 25 % étaient arrivés en sixième et 6 % en alternance.

SUR LE MÊME SUJET

[Écoles, collèges et lycées \(/673/iptc/ecoles-colleges-et-lycees\)](#)

[Région wallonne \(/5347/locations/region-wallonne\)](#)

[Bruxelles \(Bruxelles-Capitale\) \(/571/locations/bruxelles-bruxelles-capitale\)](#)

[PS \(/981/entities/ps\)](#)

[Communauté française \(/123/entities/communaute-francaise\)](#)